

Communiqué des actions des Cellules Communistes Combattantes contre le siège du CVP et le centre politique Jean Rey/Paul Hymans.

Les 15 oct. 1984 et 17 oct. 1984 au matin, les Cellules Communistes Combattantes ont attaqué deux centres politiques et idéologiques du pouvoir bourgeois dans ce pays en faisant sauter le siège de la Fondation Internationale Jean Rey - Centre Paul Hymans, 39 rue de Naples à Ixelles, et le secrétariat du C.V.P. pour l'arrondissement de Gent-Eeklo, 214 Koning Albertlaan à Gand. Le choix particulier de ces deux partis bourgeois dans le cadre de notre «Campagne anti-impérialiste d'octobre» repose, outre la nature de ces partis, sur leurs fonctions gouvernementales.

S'il est sans doute inutile de présenter le siège-secrétariat du C.V.P. à Gand (arrondissement de Wilfried Martens) et la politique de ce parti, véritable fossile réactionnaire depuis sa création, il est peut-être plus intéressant de se pencher sur cette Fondation Jean Rey, institution politique et idéologique de l'Internationale libérale.

Cette institution a pour section belge le Centre Paul Hymans installé dans le même immeuble de la rue de Naples. Cette «Fondation JR» a vu le jour à l'instigation de gangsters notoires tels que, entre autres : Otto Graf Lambsdorff (ex-ministre ouest-allemand reconnu coupable de corruption), Gaston Thorn (ex-premier ministre luxembourgeois, ex patron de la CEE), et bien sûr, plus près de nous, Paul Hatry, Willy De Clercq, Herman De Croo... qui n'est certainement pas à présenter aux travailleurs dont l'emploi relève du ministère des communications ! Nous dédions nos actions aux chemins de Chardaroi qui, il y a 13 mois, le 9 septembre 83 débrayaient, entraînant «les grèves de septembre».

Le véritable but (avoué par ailleurs) de cette fondation est d'être un centre de recherche et d'élaboration politique et idéologique d'un libéralisme combattif, de promouvoir cette doctrine bourgeoise. C'est donc en son sein que s'élabore et se coordonne le discours et l'orientation des partis libéraux d'Europe. Le Cercle Paul Hymans contribue, entre autres activités, à ce travail par la publication d'une revue bimestrielle Progrès (sic !), véritable concentré d'anti-communisme et d'apologie de

l'exploitation maximale des travailleurs. Ce Cercle Paul Hymans compte, ou a compté, en son sein d'aussi sinistres ordures que Jean Gol (ministre de la justice et vice-premier ministre), Etienne Knoop (ministre de l'énergie), Raymond Pulinckx (ex-patron des patrons FEB), Jacques Solvay, Pierre Van Halteren (ex-bourgmestre de Bruxelles), Jan Van Offelen (bourgmestre d'Uccle, tiens ! un autre corrompu !), et bien sûr toujours le trio Hatry, De Croo et De Clercq... On se rendra donc facilement, à l'énoncé partiel de ses membres, de l'importance qu'a le Centre Paul Hymans dans la machine de guerre libérale et même plus généralement dans l'offensive idéologique de la bourgeoisie. Notons, pour terminer, que l'immeuble de la rue de Naples abrite une série d'institutions des PRL/PVV puisqu'on y trouve également les «Vlaamse liberale vrouwen», DELI-PRO (organisation de jeunesse libérale), et diverses organisations «sociales» du PRL.

Nos attaques de ces deux dernières nuits contre le secrétariat du C.V.P. et contre la Fondation Jean Rey - Centre Paul Hymans sont principalement motivées, comme nous l'avons déjà souligné et au delà d'une heureuse subjectivité dans le coup porté à ces arrogants partis, par leurs fonctions gouvernementales. Aujourd'hui, les sociaux chrétiens et les libéraux sont partis de gouvernement, c'est-à-dire fonctions et instruments de la domination capitaliste dans ce pays (et à l'extérieur), ce que nous vivons à travers la crise, la politique d'austérité, la paupérisation, et le bellicisme impérialiste. En d'autres mots, ce gouvernement de l'Etat bourgeois n'est là que pour tenter de faire peser sur les épaules des travailleurs toute la faillite de ce système en espérant ainsi leur accorder un nouveau sursis ! Cette course folle pour échapper à la noyade qu'installe la bourgeoisie internationale ne peut que mener, plongée comme elle l'est dans la plus grave crise de son histoire, qu'à l'échéance de la guerre.

Nous avons déjà sommairement expliqué dans les communiqués de nos actions contre les multinationales de la guerre - première phase de notre campagne - pourquoi la crise

du système capitaliste que nous vivons maintenant est crise de surproduction et donc pourquoi toutes les attaques incessantes contre nos conditions de vie menées par la mafia Martens-Gol révèlent plus clairement que jamais l'impérieuse nécessité pour les travailleurs du monde entier de se débarrasser à jamais de ce mode de production périmé, «ce monstre mangeur d'homme».

Se battre pour se débarrasser de ce mode de production, cela signifie aussi détruire les rouages nécessaires à son fonctionnement, les structures qui permettent à la bourgeoisie de perpétuer son exploitation et son enrichissement. Concrètement cela signifie travailler à la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, du gouvernement de cet Etat et de l'ensemble de l'appareil politique constitué à la seule fin de maintenir la domination de la bourgeoisie.

Engels : «La société antérieure (au communisme), évoluant dans des oppositions de classes, avait besoin de l'Etat, c'est-à-dire, dans chaque cas, d'organisation de la classe exploitée pour maintenir par la force la classe exploitée dans les conditions d'oppression données par le mode de production existant (esclavage, servage, salariat). L'Etat était le représentant officiel de toute la société, sa synthèse en un corps visible, mais cela, il ne l'était que dans la mesure où il était l'Etat de la classe qui, pour son temps, représentait elle-même toute la société : dans l'antiquité, Etat des citoyens propriétaires d'esclaves, au moyen-âge, de la noblesse féodale, à notre époque, de la bourgeoisie».

Et Lénine : «L'Etat est un «pouvoir spécial de répression». Cette définition admirable d'Engels est énoncée ici avec la plus parfaite clarté. Et il en résulte qu'à ce «pouvoir spécial de répression» exercé contre le prolétariat par la bourgeoisie, contre des millions de travailleurs par une poignée de riches, doit se substituer un «pouvoir spécial de répression» exercé contre la bourgeoisie par le prolétariat (la dictature du prolétariat). C'est en cela que constitue la «suppression de l'Etat en tant qu'Etat». Et c'est en cela que consiste «l'acte» de prise de possession des moyens de production au nom de la société».

Cet Etat (comme aujourd'hui l'état belge), ce gouvernement et tout l'appareil politique de la société bourgeoise sont donc des forces situées, non pas au-dessus de la société et des contradictions de classes, mais du côté des exploités contre les travailleurs de ce pays et du monde entier. L'Etat et sa clique de larbins ne sont plus que les gestionnaires des intérêts du capital, valets inféodés aux multinationales et aux holdings quand ils ne sont pas complètement confondus.

C'est ainsi qu'il faut comprendre le programme électoral du PRL qui, en 1981, s'engageait à rétablir (pourquoi rétablir ?) «la souveraineté de l'Etat» : il s'agit de son engagement vis-à-vis des multinationales et de l'OTAN à faire régner la politique d'austérité à travers les pouvoirs spéciaux tout en préparant «la politique du rationnement et du cimetière» aux dépens des travailleurs et aux grands profits de la Société Générale.

Est-il nécessaire de présenter aux travailleurs et aux travailleuses de ce pays le bilan catastrophique de la gestion de Martens ? Ce n'est certainement pas la manipulation des chiffres du chômage, la manipulation de l'index et les discours ronflants d'une bande de margoulins qui changeront quoi que ce soit à la réalité que nous vivons tous les jours ! Bien au contraire, alors que les économistes bourgeois développent et ressassent des contes de fées sur la reprise économique, c'est quotidiennement que l'on connaît de nouvelles fermetures d'entreprises, de nouveaux licenciements, des pertes de primes et d'autres acquis

sociaux sous les menaces, une détérioration permanente de notre cadre de vie. Les sociologues intéressés se penchent avec curiosité sur le phénomène des «nouveaux pauvres», des victimes de la crise, comme sur un nouveau gadget ! Cela a assez duré ! La misère, la guerre, le désespoir dans l'avenir, nous n'en voulons pas. Nous voulons un autre monde et nous nous battons pour lui.

Mais ce n'est pas rien qu'au niveau national que sévit Martens 5, indissociablement de la gestion capitaliste ici il est partie prenante de l'organisation impérialiste mondiale, et cela à tous les niveaux : politique, économique, policier et militaire. Que ce soit à travers les manifestations les plus évidentes de collaboration avec les tyrans et fantoches Mobutu, Botha ou Duarte, que ce soit au niveau contre-insurrectionnel où ce gouvernement apporte une importante contribution à l'Europe des flics avec l'extradition des militants basques vers l'Espagne «socialistes» où les révolutionnaires meurent toujours sous la torture, que ce soit dans ses relations privilégiées avec la Turquie fasciste de l'OTAN via Evren, que ce soit à travers l'installation des 48 missiles Cruise ou la réalisation d'un vaste programme d'armement (jeeps, obusiers, hélicoptères de combat, radios, avions, camions etc...) l'Etat belge est bien compromis avec tous les crimes de l'impérialisme. Désarticuler cet Etat, briser et anéantir ses forces de domination sociale est, pour tous les communistes, un devoir.

Nos deux dernières interventions, et plus particulièrement celle dirigée contre les managers de l'Internationale libérale au sein de la Fondation Jean Rey nous permet d'insister à propos d'un point particulièrement crucial pour le mouvement ouvrier et anti-capitaliste. C'est l'offensive idéologique massive lancée par la bourgeoisie contre l'ensemble des travailleurs et des travailleuses, d'autant plus désemparés et exposés que la dégénérescence de la politique et de la pratique révolutionnaire est devenue une ligne de conduite et un programme pour toutes les organisations révisionnistes qui encombrant ce pays. Cette offensive idéologique de la bourgeoisie est pour elle capitale quant à sa survie et les préparatifs de guerre; combattre sur ce terrain s'impose sans détour. Les grandes lignes de cette offensive sont l'anti-communisme, l'affirmation de la seule alternative dans l'économie de marché, la négation des contradictions et de la lutte des classes etc...

Ce discours, et sa démarche de propagande politique, de la bourgeoisie régnante, à donc comme leitmotiv : «il n'y a pas d'autre alternative que l'austérité pour dépasser la crise économique». L'absolu manque de perspectives des partis réformistes et révisionnistes, lié dialectiquement à la fermeté tatcherocriminelle avec laquelle ce gouvernement écrase les luttes ouvrières ont fini par donner un poids réel à ces thésaurisations de «retours à la compétitivité» (alors que la Belgique se trouve maintenant dans le peloton de tête de la CEE) et de démantèlement des services publics (par lequel il faut comprendre réduction des budgets sociaux et extension des budgets militaires).

Face au désarroi politique de bon nombre de travailleurs qui ont été depuis trop longtemps trompés par leurs organisations syndicales ou par les partis réformistes, et devant de légitimes inquiétudes quant à l'avenir, l'idéologie réactionnaire et agressive libérale peut trouver un certain écho. C'est dans ce sens que les PRL/PVV sont appelés aujourd'hui à être la dynamique idéologique de la collaboration de classe et à détourner le plus grand nombre de travailleurs d'une juste lutte sociale pour en faire les dupes de l'histoire. Est-il nécessaire de souligner la force des idéologies petites-bourgeoises, principalement racistes, concurrentes et égoïstes, et fondamentale-

ment anti-communistes dont les PRL/PVV se font les champions ? Est-il nécessaire de rappeler que pour mener la guerre impérialiste, la bourgeoisie aura besoin, comme lors des deux grands conflits mondiaux – ou comme dans sa guerre permanente contre les peuples – de dresser des prolétaires contre leurs frères de classe ?

Devant cette situation, il est nécessaire de se placer sur le terrain théorique et idéologique pour replacer le marxisme-léninisme à sa juste place : à la tête du mouvement révolutionnaire ! Mais si cela est vrai et important, il serait faux de se cantonner à ce seul terrain. Ceux qui prétendent mener une politique révolutionnaire en limitant leurs tâches à des travaux de réflexion, d'élaboration théorique (même parfois très correcte), et à une pratique de propagande pour elle-même, se rendent coupable d'escroquerie ! Car la tâche des révolutionnaires, aujourd'hui sans aucun doute, est double et ne peut se passer d'une de ses composantes : mener la recherche en combat théorique, politique, idéologique et de propagande d'une part, et organiser concrètement les luttes sociales dans une perspective révolutionnaire, c'est-à-dire les organiser dans le cadre de l'internationalisme prolétarien avec le but de la prise du pouvoir politique et économique par la classe ouvrière.

Car voilà la perspective qui manque aujourd'hui au mouvement ouvrier et aux révolutionnaires, qui semble s'éloigner alors que les conditions historiques n'ont jamais été aussi favorables, que les révisionnistes et les déviationnistes tentent de masquer à jamais alors qu'elle est de plus en plus d'actualité : «La doctrine de la lutte des classes, appliquée par Marx à l'Etat et à la révolution socialiste, mène nécessairement à la reconnaissance de la DOMINATION POLITIQUE du prolétariat, de sa dictature, c'est-à-dire d'un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'appuie directement sur la force armée des masses». Et Lénine souligne encore : «Les classes exploitées ont besoin de la domination politique pour supprimer complètement toute exploitation, c'est-à-dire pour défendre les intérêts de l'immense majorité du peuple contre l'infime minorité des esclavagistes modernes, c'est-à-dire les propriétaires fonciers et les capitalistes».

Nous voulons terminer notre communiqué sur une petite parenthèse qui a son importance. Certains ont voulu trop rapidement enfermer le combat des Cellules Communistes Combattantes dans le choix de nos premiers objectifs, alors que ceux-ci avaient été choisis dans le cadre de la première phase de notre «Campagne anti-impérialiste d'octobre». L'attaque des préparatifs de guerre de l'impérialisme et de l'OTAN, à travers des sociétés fructifiant dans les contrats d'armements de ces projets (et spécialement celles responsables des programmes Cruise et Pershing II), ne recouvre en aucun cas l'ensemble de notre perspective de combat politique ! Nous ne sommes pas des pacifistes béats – même radicaux – justifiant d'odieux marchands de canons... Nous sommes des cellules communistes traçant dans ce pays une perspective politico-militaire pour une réelle politique révolutionnaire : c'est-à-dire une politique visant à renverser l'ordre impérialiste pour construire une société nouvelle, la société communiste.

CONTRE LA GUERRE IMPÉRIALISTE,
LA GUERRE CIVILE !
ORGANISONS-NOUS ET FRAPPONS SANS RELÂCHE !
EN AVANT VERS LA CONSTRUCTION DE
L'ORGANISATION COMBATTANTE DES
PROLÉTAIRES, EN AVANT VERS
LA RÉVOLUTION COMMUNISTE !
TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !

CELLULES COMMUNISTES COMBATTANTES,
Pour la construction de L'Organisation
Combattante des Prolétaires

RÉFLEXIONS D'ACTUALITÉS :

LA BOURGEOISIE ET LES RÉVISIONNISTES
ONT PEUR DE NOTRE POLITIQUE, OU LE G.I.A.
JUSTIFIE SES SUBSIDES

Nous avons entendu au JT d'hier soir qu'un soi-disant «premier commando delta» nous volait la responsabilité de notre attaque contre la Fondation JR et le Centre Paul Hymans. Il va de soi que nous avons, dans un premier temps, été surpris, et qu'ensuite nous en avons bien ri ! Seulement, cela ne prêche pas qu'à rire car cela n'est pas innocent : nous allons nous expliquer à ce sujet.

Qui peut avoir intérêt à répandre ces mensonges et dans quels buts ? Nous sommes apparus, en tant que forces politico-militaires le 2 octobre. Nous avons mené jusqu'à ce jour 5 actions et nous nous sommes longuement – mais encore trop incomplètement – expliqués quant à la ligne politique et l'identité qui nous guident. C'est de cela que la bourgeoisie et les révisionnistes ont peur. Pas tellement de nos 5 attentats, nous pourrions en mener 10 fois plus que ce n'est pas cela qui ébranlerait fondamentalement ce système, non, ce dont ils ont peur c'est de notre discours, en ce qu'il remet les choses à l'en droit, qu'il pose les questions de la meilleure façon : dans la vérité et dans une position prolétarienne. En bref, ils savent que beaucoup de gens se retrouvent dans notre combat, pensent que nous avons raison et se réjouissent des coups portés aux exploités.

C'est de cela qu'ils ont peur, que la politique révolutionnaire secoue le train-train quotidien d'un théâtre de marionnettes où les riches restent riches – et même s'enrichissent de plus en plus – et où la majorité, les exploités, crèvent sans espoir de lendemain, tout cela dans les ronds de jambes, le respect des conventions et des bonnes manières, du «jeu démocratique» et des farces électorales ! La bourgeoisie a peur de notre politique parce que celle-ci n'est pas de soumission et de collaboration, mais de révolte et d'espoir ! Les révisionnistes ont peur de notre politique parce que celle-ci les dénonce, tout radicaux qu'ils puissent être parfois dans leurs discours, comme de parfaits faux-jetons dont le seul objectif est de se garantir autorité et respectabilité au sein de leur groupuscule.

Nous pensons donc, et peu importe qui tenait la plume, que cette fausse revendication (qui ne sera certainement pas la dernière), fait le jeu de la bourgeoisie et de ses larbins... tout en rejoignant les intérêts objectifs des P.C.B et autres «PTB».

C'est souvent la ficelle la plus grosse qui a le plus de chance de marcher, et celle d'une revendication émanant d'un commando fasciste est plus qu'efficace pour plusieurs raisons.

Un sentiment réel et très louable d'anti-fascisme est ancré chez bon nombre de travailleurs et de travailleuses. Compris dans l'optique de la lutte des classes, c'est un sentiment louable que la bourgeoisie tente d'exploiter en semant la confusion dans l'information.

Mais «l'anti-fascisme» est aussi un sentiment dénaturé, démocratique bourgeois, chez beaucoup, c'est-à-dire qu'il ne recouvre que le rejet des formes les plus violentes et les plus brutales de la dictature bourgeoise. Il est alors une combine de collaboration de classes, car il ne vise qu'à l'aménagement du rapport de domination. En bref : «travaille et crève sans protester ou je sors mes gendarmes pour te mettre au pas», c'est la grande alternative démocratie-fascisme vis-à-vis de laquelle la petite bourgeoisie qui ne veut pas d'ennuis se fout complètement – et profite – de ceux des autres.

C'est sur ce deuxième point que l'offensive de manipulation de l'opinion publique va se

développer : «Regardez, même si ce sont les Cellules Communistes Combattantes qui ont mené les attentats contre les PRL/PVV, ils ont les mêmes intérêts que les fascistes, nous l'avons toujours dit, les "extrêmes" se ressemblent, unissons-nous autour de la démocratie (bourgeoise) et la gendarmerie vous sauvera». Cela va même déjà plus loin : cette revendication delta (qu'un enfant de 5 ans jetterait à la poubelle avec mépris mais que Georges Moucheron – nous comprenons sa douleur – nous exhibe à tort et à travers) est l'œuvre selon l'interview d'une graphologue au même JT, d'un «instable, irrationnel...» en bref de quelqu'un «capable de mener des attentats (sic !)». Continuons à grands pas dans cette logique et fine psychologie de sarmalux, et nous déclarerons que tous les combattants communistes sont des désaxés...

Tout cela n'est hélas pas très nouveau, dans tous les pays où les communistes révolutionnaires assument leurs tâches historiques, les états, les flics et les collaborateurs s'entendent à merveille pour diffâmer, calomnier, dénaturer l'offensive dans la lutte des classes. Les nazis traitaient les résistants de terroristes, au Vietnam l'Armée Révolutionnaire nous était

présentée comme des bandes de rebelles et de pillards, en Algérie les combattants du FLN étaient considérés comme des «terroristes» par les porcs colonialistes... et il y a des centaines d'autres exemples. Aujourd'hui, contre les révolutionnaires en Italie, en Espagne, en RFA, en Turquie, en Grèce, et maintenant en Belgique, la bourgeoisie et ses collaborateurs révisionnistes sont unis par une même pratique : le mensonge et la tromperie, parce qu'ils ont peur de la vérité, peur de la lumière et de l'espoir que soulèvent nos combats.

Pour l'anecdote, nous terminerons en disant que nous avons déjà entendu parler d'un com-mando delta, émanation criminelle des services de police français, responsable de l'assassinat du militant tiers-mondiste Henri Curiel... faut-il en déduire que la police belge n'est qu'une émanation de la PJ française puisque «la technique et le vocabulaire de ces terroristes (réels) coïncident parfaitement ?».

Un dernier point plus sérieux : lors de notre action contre la Fondation JR, Centre PH, la revendication ne s'est pas faite directement par écrit pour la raison qui est évidente aujourd'hui, nous voulions joindre les deux attaques contre l'appareil gouvernemental de

l'Etat bourgeois. Il n'en fallait pas plus pour que les flics exploitent directement ce changement aux habitudes. Il nous semble donc que par rapport à ces pratiques de désinformation les rédactions devraient faire preuve d'intelligence et d'honnêteté, en tout cas certainement de prudence avant de se jeter sur ces conneries comme des chiens sur un os.

Nous avons rédigé rapidement cette lettre et elle est certainement fort incomplète. Nous nous adresserons plus tard aux camarades, aux militants du mouvement ouvrier que les organisations révisionnistes trompent tous les jours. Nous savons que la haine que nous portent leurs dirigeants est à la mesure de la crainte qu'ils ont d'être dénoncés comme les complices objectifs des exploiters.

Et puis notre réponse ne serait pas complète si elle n'était pas liée à la pratique. Donc ce matin du 17 octobre nous avons attaqué le siège du CVP... (à suivre)

Que vont donc encore inventer la G.I.A. et les dirigeants révisionnistes à ce sujet ?

CELLULES COMMUNISTES COMBATTANTES,
pour la construction de l'Organisation
combattante des prolétaires